

ROUMANIE – RUSSIE : UNE LONGUE HISTOIRE DE TABOUS

CATHERINE DURANDIN

De la Russie, ou plutôt des Russes, il n'est pas bienvenu de parler à Bucarest, en 2008 encore. La Russie porte l'image de la menace, impérialiste, menteuse, secrète, une Russie du marquis de Custine. La Russie ? On ne la connaît pas, les Russes, on ne les rencontre pas – s'il y a des touristes russes vers les Balkans, ils choisiront la mer Noire bulgare, la langue russe n'est pas pratiquée et si elle fut apprise à l'école par les générations plus âgées, elle a été oubliée. Etrange opacité : l'ambassadeur de Russie à Bucarest ne s'exprime pas dans les médias, lorsque des voix de conseil s'élèvent, ce sont celles de l'ambassade des Etats-Unis ou des Commissaires de Bruxelles. Et pourtant, trois sujets très contemporains impliquent un dialogue entre Bucarest et Moscou : le dossier de la Transnistrie sécessionniste de la République de Moldavie souveraine, indépendante et neutre ; les enjeux de gestion de la sécurité et de l'environnement mer Noire ; les coopérations financières, économiques et énergétiques.

Aux origines de ce silence rétracté de Bucarest, une culture romantique qui a nourri l'idéologie des premières années de l'indépendance du Vieux Royaume, culture instrumentée par le roi Hohenzollern Carol I^{er} dont les affinités familiales et les intérêts se

portaient vers l'alliance avec Vienne et Berlin¹. A la veille de l'indépendance en plein mouvement du romantisme émancipateur des nationalités opprimées par les empires, les jeunes Roumains formés à Paris vont assimiler les leçons de Jules Michelet et Edgar Quinet au Collège de France, entendre les cours portant sur la Révolution française et la guerre du peuple en armes, lire *Le Peuple* de Michelet paru en 1846, et se greffer sur la cause de la Pologne. La Pologne et son martyr de 1830 triomphe dans les salons parisiens, émeut à travers Mickiewicz, Chopin et Georges Sand. Ces jeunes Roumains sont issus d'un monde de tradition orthodoxe, tradition qu'ils n'évoquent et ne revendiquent pas dans le cadre de leur « lobbying » parisien, pour sublimer leur état de petite nation dévastée par les Russes et opprimée par la suzeraineté ottomane. Ce langage de condamnation de la Russie tsariste convient en France à la veille de la révolution de 1848, il ouvre une trame de longue durée qui traversera des décennies. Et pourtant, sur le terrain du vécu des sociétés locales, en Moldavie comme en Valachie, les grands propriétaires s'étaient félicités de l'administration russe de leurs principautés au temps du Règlement Organique de 1829 à 1834 : l'historien roumain Vlad Georgescu a ainsi recensé et publié ces messages positifs des boyards roumains au général russe Kisseleff (pour garder l'orthographe traditionnelle en France), responsable de cette administration moderne...

L'anti-russisme fondateur connaît son apogée aux lendemains du Congrès de Berlin de juillet 1878 qui règle la fin de la guerre russo-turque.² L'enjambement qui va de l'alliance entre Bucarest et Saint-Pétersbourg dans les combats contre les Ottomans à la dénonciation violente de la trahison russe par Bucarest est intéressant : l'alliance avec la Russie pan-slave en cette guerre patriotique et sainte russe contre Constantinople a été voulue par ces mêmes hommes, un Brăteanu et un Kogălniceanu qui fustigeaient cette puissance des ténèbres, trente ans plus tôt. Ils ont pris un risque, sachant qu'un des buts de guerre de la Russie était bel et bien la récupération de la Bessarabie perdue au Congrès de Paris de 1856, qui sanctionnait la défaite des Russes dans la guerre de Crimée. Les décideurs roumains savaient ; mais ils ont estimé et espéré que les grandes puissances, la Grande-Bretagne en particulier, ne laisseraient pas les Russes revenir largement en mer Noire et s'approcher

1. Catherine Durandin, *Révolution à la française ou à la russe*, Paris, PUF, 1989.

2. Barbara Jelavich, *Russia's Balkan Entanglements, 1806-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991.

ainsi des bouches du Danube. Triste résultat que celui d'une indépendance chèrement payée : la Roumanie se voit octroyer une partie de la Dobroudgea contre la rétrocession de la Bessarabie et entame la construction d'un discours identitaire de victimisation par les Russes. Les anciens romantiques retrouvent leur discours de jeunesse, le poète Eminescu prête sa plume et s'exprime avec talent sur ce malheur roumain tandis que Vasile Alecsandri s'attache avec ses amis français du Félibrige à souligner la latinité originelle et originale des Roumains, cernés par les Slaves... La politique tsariste des années 1880, la traque policière contre les populistes en Russie, l'exil d'un certain nombre d'entre eux qui, fuyant leur relégation en Sibérie, trouvent refuge à Iași, conduit à noircir encore l'image des ténèbres moscovites. L'alliance de tous les anti-russismes ne doit pas cependant être comprise de manière réductrice : si les Libéraux assagis qui se partagent la gestion des affaires à Bucarest avec les Conservateurs sont attachés à un anti-russisme global, proches des cercles dirigeants de Paris, Vienne et Berlin, les populistes et les socialistes de leur côté conservent une nostalgie des ferveurs militantes libertaires de leur jeunesse partagées avec de jeunes aristocrates de Russie, et se dressent contre un régime, le tsarisme, sans accabler le peuple russe : c'est ainsi qu'au début des années 1880, C. Dobrogeanu Gherea, formé en Russie, socialiste marxiste, raconte à ses amis roumains l'épopée populiste édifiante d'une jeune Russe Katia K... qui pousse jusqu'à en mourir son dévouement envers le peuple. Il semble que la nostalgie porte sur la capacité de ferveur de ses lointains amis russes, et pour le populiste C. Stere, lui aussi réfugié à Iași, sur un espace, un espace aux frontières qui reculent, un monde ouvert, bien différent de la petite Roumanie du Vieux Royaume moldo-valaque.

Le sort des « frères » de Bessarabie passés sous administration russe est, après 1878 et jusqu'à la Première Guerre mondiale, l'une des composantes d'une posture anti-russe, mais l'attraction culturelle exercée par l'évolution des élites roumaines de Transylvanie pèse plus lourd dans les milieux patriotes bucarestois que la relation à la Bessarabie : cette priorité accordée à l'avenir des Roumains d'au-delà des Carpathes s'explique en termes d'histoire et d'affinités sociales. L'historiographie roumaine fait de la Transylvanie, jadis province romaine de Dacie, le berceau de la nation. Ce *credo* est omniprésent, lieu incontournable de l'impossible réconciliation avec les Hongrois. De plus, les relations, la communication avec les élites de la bourgeoisie roumaine de Cluj ou d'Alba Julia sont plus aisées qu'avec les partenaires de Bessarabie, russifiés, évoluant au

rythme des réflexions romantiques et révolutionnaires russes du début du XX^e siècle, tournés vers Saint-Pétersbourg ou attirés par Odessa. Les élites roumaines de Transylvanie combattent dans l'enceinte du parlement de Budapest ; le parti national roumain a une visibilité à Budapest ; certains patriotes roumains se rapprochent de l'héritier du trône à Vienne et sont engagés dans les projets de restructuration de l'empire qui affaibliraient les Hongrois de la Monarchie austro-hongroise. Or, Chişinau se trouve bien loin, étrangère à ces débats, accrochée au sort de l'empire et des avatars du régime russe et non aux interrogations de Vienne. À Chişinău, se côtoient une aristocratie ultra-conservatrice, une paysannerie archaïque roumanophone et de jeunes étudiants formés en russe, sensibilisés aux fièvres révolutionnaires de 1905 à 1917.

Août 1914 : le débat sur le choix de conduite et d'alliance à opérer qui se joue à Bucarest sur deux années difficiles jusqu'à la décision d'alliance avec l'Entente, Paris, Londres, et Saint-Pétersbourg, témoigne-t-il d'un revirement en profondeur des regards que porte Bucarest sur la Russie ? Il faut bien poser un constat clair : en 1877, comme en 1916, la *Realpolitik* l'emporte dans les décisions prises à Bucarest, l'ennemi de toujours à l'échelle des mémoires du temps, est mué en allié – épaulé contre épaulé – dans une grande guerre commune. La Roumanie s'est fixé un but de guerre en 1877 : l'indépendance, au risque de perdre la Bessarabie. Elle se donne un but de guerre en 1916 : l'union de la Transylvanie au Vieux Royaume qui implique la rupture avec Berlin et Vienne, la solidarité avec les Russes. Cette hiérarchie des priorités explique l'évolution à pas lents, en prudence et réticence, évolution sur deux ans du premier ministre Brătianu qui accepte conseils et pressions venues des États-Majors alliés, français et russe. Brătianu-fils craint de revivre le drame de son père au Congrès de Berlin, la déception/trahison après la victoire. Comme son père, il choisit le risque, celui de l'engagement de son pays dans une guerre pour laquelle il n'est pas prêt. Ce choix conduit les politiques roumains à favoriser une stratégie essentiellement affective, en faisant porter le gros de l'effort militaire vers le front des Carpates, vers la Transylvanie, berceau de la nation, le sud danubien étant mal défendu. C'est l'offensive des Bulgares et des Empires Centraux au Sud, qui débouche très vite, trop vite, sur les défaits de défaite des troupes roumaines poussées à se replier vers la Moldavie...

De manière synchronique, dès le printemps 1917, les frères de Bessarabie poursuivent leur propre objectif, c'est-à-dire l'autonomie dans une grande fédération russe démocratique telle

qu'ils étaient en mesure de la rêver aux côtés des autres nationalités de l'empire russe. Il a fallu l'avancée des Rouges, la débâcle des troupes russes gangrenées par les promesses de Lénine, l'appel au secours des milieux antibolcheviques réunis à Chişinău pour que l'armée roumaine du général Prezan vienne imposer un retour à l'ordre : Rouges contre Blancs se battent autour du Dniestr, à Tighina et à Bender. Il y a des citoyens roumains chez les Rouges, et, parmi eux, un Christian Rakovsky, et des grands propriétaires russes, des commerçants grecs et arméniens, des patriotes roumains chez les Blancs. Bientôt, la participation roumaine, appuyée par les Français, très ouvertement depuis mars 1919 sur le conseil du maréchal Foch, à la guerre antibolchévique tant en Hongrie que sur le flanc sud-ouest de la Russie, fait entrer la Grande Roumanie dans une nouvelle époque de l'antirussisme, l'antibolchevisme. Les images usées de la culture romantique, l'idée d'une nation paysanne latine contre la barbarie slave / bolchevique en ces années 1920, reviennent avec force.

Les étapes et les modalités de cet engagement antibolchevique de la vie culturelle et politique roumaine sont bien connues, pour avoir été étudiées par les spécialistes d'histoire des relations internationales et de la culture, rappelons les travaux de Traian Sandu³, ceux de Florin Turcanu par exemple, les informations nombreuses sur cet entre-deux-guerres qui se sont fait jour et ont été l'un des points centraux des redécouvertes et des débats intellectuels, après 1989. La Roumanie se pose comme frontière, cordon sanitaire contre la contagion rouge, tout comme la Pologne. Les gouvernements de la gauche modérée à la droite extrémiste partagent une commune répulsion anticommuniste. Et pourtant, les affiliés à l'Internationale travaillent, clandestinement. Ana Pauker est restée célèbre... Les gauches antifascistes sont peuplées de compagnons de route. Certains de ces intellectuels se retrouveront à la direction des instances du parti communiste après 1944.

Rappelons ici brièvement quelques éléments de repères pour poser la question suivante : l'attachement à la culture russe, la foi dans le projet communiste soviétique n'ont-ils été véritablement le fait que de quelques clandestins, ultra minoritaires, destinés à surgir en une apparition soudaine, pour prendre les rênes du pouvoir en 1944 avec le soutien de l'Armée rouge ? Donnons quelques repères : la Roumanie fut considérée de Paris et de Londres jusqu'en

3. Traian Sandu, *La Grande Roumanie, alliée de la France*, Paris, L'Harmattan, 1999.

1924-1925 comme un bastion / une forteresse / un cordon sanitaire antisoviétique. À l'enjeu idéologique s'est joint un enjeu de sécurité territoriale, Moscou n'ayant pas reconnu et ne reconnaissant pas la frontière de l'URSS avec la Roumanie, le retour de la Bessarabie à la Roumanie, la frontière de 1920. Les essais infructueux de négociations de Bucarest avec Moscou sur la question de la reconnaissance de la frontière ont totalement échoué en 1936. Culturellement, les élans novateurs des intelligentsias roumaines de l'entre-deux-guerres appartiennent largement aux droites fascistes ou fascisantes. La démocratie libérale, ses quelques idéologues se trouvent sur la défensive dès le retour du roi Carol II en 1930. Le parti communiste est interdit en 1924... Ces faits sont avérés.

Et pourtant encore, restent à étudier et à faire sortir de l'oubli, l'histoire des gauches radicales, l'histoire des affiliés à l'Internationale et celle de la société intellectuelle de gauche en Bessarabie, qui cherche une voie propre entre 1920 et 1944... Au fil des études, des biographies des membres de la *nomenklatura*, des travaux sur la société de Bessarabie de l'entre-deux-guerres, des informations percent, qui amènent à nuancer la vision d'une Roumanie, sentinelle antisoviétique. L'étude du régionalisme de Bessarabie est amorcée. L'histoire du syndicalisme manque encore, le rappel des grèves de 1933, par exemple, ayant été pétrifié par la vulgate communiste en un récit héroïsé qui mettait en valeur les figures successives de Gheorghiu Dej puis de Ceaușescu. Le long silence de l'histoire sur les gauches roumaines, leur évolution, leurs débats internes s'explique : durant les années de national-communisme, les *nomenklatura* communistes ont mis en avant leur filiation patriote, laissant hors de l'information publique la réalité des rôles et de la place dans la société, des amis et des élèves de Moscou, leurs parcours, leurs rivalités, leurs origines sociales et nationales, minoritaires hongrois, juifs et roumains. Après 1989, l'intérêt des recherches s'est tout naturellement porté en premier lieu sur les pans de la culture interdite et cachée durant les années communistes, sur les mouvements de pensée et d'action de droite, mouvements eux aussi pluriels et complexes. De plus, le choix et le besoin d'ancrage à l'Ouest face à une décomposition post-soviétique, a conduit à éviter l'interrogation sur les réalités des filiations et des relations avec l'Est. Il demeure un simple tracé de dénégation concernant les rapports avec le monde russe et soviétique.

Les Soviétiques ? Fantômes, mais fantômes menaçants. Après 1958, une fois obtenu en négociation avec Moscou pour cause de

bonne conduite des dirigeants communistes roumains en 1956 le départ physique des troupes russes sur le sol roumain, on ne les voit plus. Disparus... Pas de caserne russe en Roumanie ! Cela, alors que la Roumanie est et est demeurée un membre loyal du Pacte de Varsovie depuis sa formation en 1955, qu'elle est liée à Moscou par le traité bilatéral de 1948 renouvelé en 1970. La langue russe ? Son apprentissage ne sera plus obligatoire, les jeunes Roumains apprennent le français. Il faut appartenir à l'élite de l'armée roumaine pour se vanter d'avoir été formé à Moscou, en russe... Le parti communiste roumain dès 1964, et systématiquement par la suite, conduit un affichage d'autonomie dans la construction du socialisme, de dissidence ensuite, soutenu de l'extérieur par les Occidentaux. De Gaulle en 1968 en fonction de sa politique européenne, Washington en 1969 dans le cadre de sa politique triangulaire entre Moscou et Pékin / Bucarest, laissent croire et ont parfois fini par croire à une spécificité dissidente du communisme roumain dégagé de l'URSS...⁴ Août 1968 ? Nicolae Ceausescu ose condamner, les 21 et 22 août, l'intervention du Pacte de Varsovie contre les camarades réformateurs de Prague. Le geste, alors que la Roumanie reste attachée au Pacte de Varsovie et que le régime ne pratique pas d'ouverture à l'intérieur, s'avère être un coup de maître : le parti trouve une nouvelle légitimité auprès des intellectuels et des étudiants, pris au piège d'une audace antisoviétique surestimée. Les liens économiques avec l'URSS ? On n'en parle ouvertement à Bucarest que lorsqu'il y a débat et confrontation avec les priorités soviétiques, ce qui fut le cas en 1961-1963. Les Soviétiques voulaient trouver en Roumanie un pays agricole, les « camarades » se battaient pour avoir le droit de monter leurs grands combinats. Quant au resserrement des relations économiques bilatérales entre les deux pays, après 1985, alors que le réformisme léniniste soviétique se voit refusé par la direction roumaine, il demeure méconnu : il faut lire pour s'informer de ces données - une économie de troc importante entre les deux pays - les papiers de Radio Free Europe de ces années-là, la plupart signés par Vladimir Socor, qui ne circulent pas au sein du grand public roumain !

Ces mises au point et ce rappel de la gestion du silence concernant les relations soviéto-roumaines amènent à comprendre mieux les manœuvres de la transition / rupture de décembre 1989, l'extraordinaire énergie mise durant des années par le président Iliescu

4. Les écrits du dissident Mihai Botez, exilé aux États-Unis en 1987, ouvraient les yeux sur les pesanteurs des représentations de la Roumanie au Département d'État...

Iliescu et ses associés à conserver le mythe d'une « révolution » populaire en 1989, sans ingérence extérieure⁵. La publication récente d'archives tirées du Parquet Militaire entraînera des révisions définitives⁶. Le soin mis par le nouveau régime post 1989 à taire toute communication avec Moscou avant comme après 1989, témoigne du respect par les acteurs politiques de tous bords de ce qu'ils considèrent comme la pierre angulaire de toute identité roumaine qui se respecte : ne rien avoir à faire avec la Russie ! Le sujet est et reste tabou. Un terme s'impose pour définir la position de Bucarest à l'adresse de la Russie, celui de dénégation – ce qui est une manière simpliste et réductrice de séduction de l'Ouest... comme si l'Ouest, Vieille Europe et États-Unis confondus en étaient restés depuis 1917 ou 1945 ou encore 1989 à une posture intangible d'antisoviétisme et d'antirussisme. Richard Nixon et Henry Kissinger pratiquaient en 1972 un dialogue de *Realpolitik* avec Moscou, le président Bush maîtrisa un dialogue subtil avec Gorbatchev pour accélérer la défaite soviétique en 1989.⁷ Avec la guerre contre le terrorisme avancée dès les lendemains du 11 septembre, ce fut – pour un temps – la coopération avec la Russie qui s'imposa, dans l'alliance et l'amitié proclamée. En 2001, le président des États-Unis se targuait de lire les pensées de son ami Vladimir Poutine... qui partageait avec lui le souci de la lutte contre le terrorisme. Quelle qu'ait été l'évolution des conjonctures et des rapports de force de l'après guerre froide, quelles qu'aient été les forces politiques au pouvoir à Bucarest, la ligne de comportement avancée demeure inchangée : silence. Lorsque le silence est rompu, c'est pour dénoncer un complot russe, obscur et inquiétant. Ion Iliescu aurait eu un téléphone rouge avec Moscou... Plus récemment, au printemps 2007, selon de persistantes rumeurs, des forces maléfiques russes seraient responsables de la déstabilisation du président Traian Băsescu.

Un retour au réel serait libérateur. La Roumanie est une puissance régionale, partenaire des États-Unis depuis 1997, membre de l'OTAN depuis 2004, intégrée à l'Union Européenne depuis le 1^{er} janvier 2007. Elle a des intérêts à la fois économiques et sécuritaires dans un espace où les Russes, aux côtés de l'OTAN, ont eux aussi des intérêts et des moyens d'action. Les coopérations économiques et la prise de participation de la finance russe dans les groupes

5. Catherine Durandin, *Roumanie, le piège ?*, Paris, Hesse, 2000.

6. Voir Zoe Petre & C. Durandin, *Roumanie – La Longue Marche*, Paris, L'Harmattan, 2007.

7. Catherine Durandin, *La CIA en guerre*, Paris, Grancher, 2002.

capitalistes de privatisation des domaines de l'énergie et de la grande industrie roumaine existent. Faut-il les taire ? Ou ne les dévoiler qu'à coup de scandales affolants qui révéleraient un risque et des manœuvres de domination ? Il serait sans doute plus efficace de vérifier et de faire connaître à l'opinion la transparence ou non de ces affaires montées avec des partenaires roumains.

La Roumanie connaît ou du moins a connu, pour la génération aujourd'hui mûre et encore au pouvoir, les mécanismes de pensée, de conduite, les méthodes de travail des partenaires russes. L'apport de cette expérience pourrait s'avérer précieux dans la complexité des relations entre l'OTAN et la Russie, l'UE et la Russie. Enfin, la familiarité de Bucarest avec la République de Moldavie, la circulation des personnes et des idées, de Chişinău à Iaşi et à Bucarest est un atout pour la diplomatie roumaine dans la gestion du dossier moldave. Peut-on, en dernier lieu, imaginer une stabilité de la zone mer Noire sans dialogue suivi avec Moscou ? La Roumanie est fortement impliquée dans les enceintes de gestion de la sécurité de cet espace mer Noire.

Etrange et regrettable tabou que cette posture de dénégation roumaine. Posture, car les liens existent. Regrettable, parce que la Roumanie ne sera pas transportée demain dans un espace latin... Le thème récurrent qu'il s'agisse d'identité ou de sécurité en Roumanie, est celui de la menace russe aux dépens d'une expérience acquise de la pratique des *nomenklatura* et des gestionnaires russes qui est mise de côté. Lorsque de vraies affinités se font jour, refus russe et opposition roumaine à l'indépendance du Kosovo, elles restent masquées. L'opinion roumaine serait en 2007 très surprise que les *media* lui fassent très clairement savoir que Bucarest et Moscou partagent un même point de vue sur la Serbie orthodoxe ! Lors de son voyage à Washington en juillet 2006, le très atlantiste président Băsescu s'est opposé au président des États-Unis sur ce dossier du Kosovo...

Le ton actuel en 2007 est à la tension entre Russie et États-Unis comme si l'un et l'autre des partenaires / adversaires se montraient soudain incapables de penser hors du cadre territorial impérial et spatial de leur puissance respective. Il est probable que l'incapacité de l'administration républicaine depuis 2002 - 2003 à énoncer la nature et les objectifs de la guerre antiterroriste pousse à reprendre des représentations et des formulations familières, en l'occurrence le vocabulaire de la guerre froide : course aux armements et droits de l'Homme. C'est oublier soudain que la Russie est devenue une puissance capitaliste et que la guerre froide reposait – à suivre

Truman / Marshall et Jdanov – sur la guerre entre deux systèmes, deux conceptions de la nature humaine et de ses destinées. C'est évacuer une réalité de guerre froide, l'équilibre des puissances. En 2007, en dépit de la croissance de son budget militaire, la Russie n'est pas à la hauteur de la puissance des Etats-Unis. En cette impasse de pensée où se fourvoient les dirigeants à Moscou comme à Washington, il est regrettable que les élites lucides et expérimentées d'un pays comme la Roumanie qui ont connu et connaissent leurs interlocuteurs russes, ne trouvent pas un lieu de parole novatrice. Les assises de la sécurité roumaine étant assurées – quatre bases américaines sont en voie d'installation sur le sol roumain – et l'appartenance à l'OTAN garantissant la solidarité des Alliés occidentaux, quel serait donc le risque à courir en ouvrant un dialogue public et transparent avec la Russie ? La crispation silencieuse, les non-dits ou l'effervescence antirusse ne pouvaient que pousser la société civile russe à se réfugier auprès d'un leader nationaliste tel que Vladimir Poutine. La culture de l'hostilité n'apprendra rien, la mémoire romantique se dessèche, une Roumanie sortie du communisme a les moyens de formuler une nouvelle politique étrangère au service d'une meilleure communication entre l'OTAN, l'Union Européenne et la Russie.⁸

Enfin si se confirme en Russie l'exercice d'un pouvoir à visée autocratique et répressive, au nom de quelle ancestrale haine, la société civile roumaine devrait-elle se détourner des opposants russes, libéraux et démocrates ? La jeunesse roumaine a vécu depuis plus de quinze ans un processus d'apprentissage démocratique, a largement contribué, dans les milieux des historiens, des archivistes et des journalistes, au dévoilement et à la relecture des années communistes. En quoi est-elle séparée d'une jeunesse moldave, d'une jeunesse russe qui partage des aspirations de liberté ?

Institut national des langues et civilisations orientales

8. Quelques signes de volonté de transparence dans les relations avec Moscou se sont fait jour en juin 2007 : les ministres roumain et bulgare de la Défense entendent informer précisément les Russes de la nature et des fonctions des bases américaines sur leur territoire.